

LA REPRISE EST LA
67% DES PATRONS LE DISENT

REPORTAGE : DANS
L'ENFER DU RWANDA

LE FIGARO

Magazine

SUPPLEMENT CULTURE
NOTRE MINI-GUIDE DE L'ETE
44 pages - à détacher

EXCLUSIF
A TRAVERS
LA RUSSIE
PROFONDE
10 JOURS AVEC
SOLJENITSYNE

Afrique

Au cours de la nuit du 6 au 7 avril dernier, le destin d'un joli petit pays d'Afrique équatoriale a soudain basculé dans l'horreur.

Il est 23 heures lorsque Radio-Rwanda annonce la mort du président, survenue un peu plus de deux heures auparavant, lorsque son Mystère 50 piloté par un équipage français, vraisemblablement touché par un missile, est abattu alors qu'il s'apprêtait à atterrir sur l'aéroport international de Kigali. Dans la capitale rwandaise à moitié endormie, la nouvelle se répand comme une traînée de poudre. Les époux se réveillent, les voisins se téléphonent. Les familles se claquemurent chez elles. Chacun, jeune ou vieux, a compris la terrible portée de la mort de Juvenal Habyarimana, président et maître absolu du Rwanda depuis plus de vingt ans. Ce militaire, issu de la première promotion d'officiers de l'après-indépendance, parvenu au pouvoir par un coup d'Etat en 1973, a installé un régime où l'« akazu » – la maison élargie du président – accapare les substantiels profits de la corruption.

La revanche des paysans hutus sédentaires

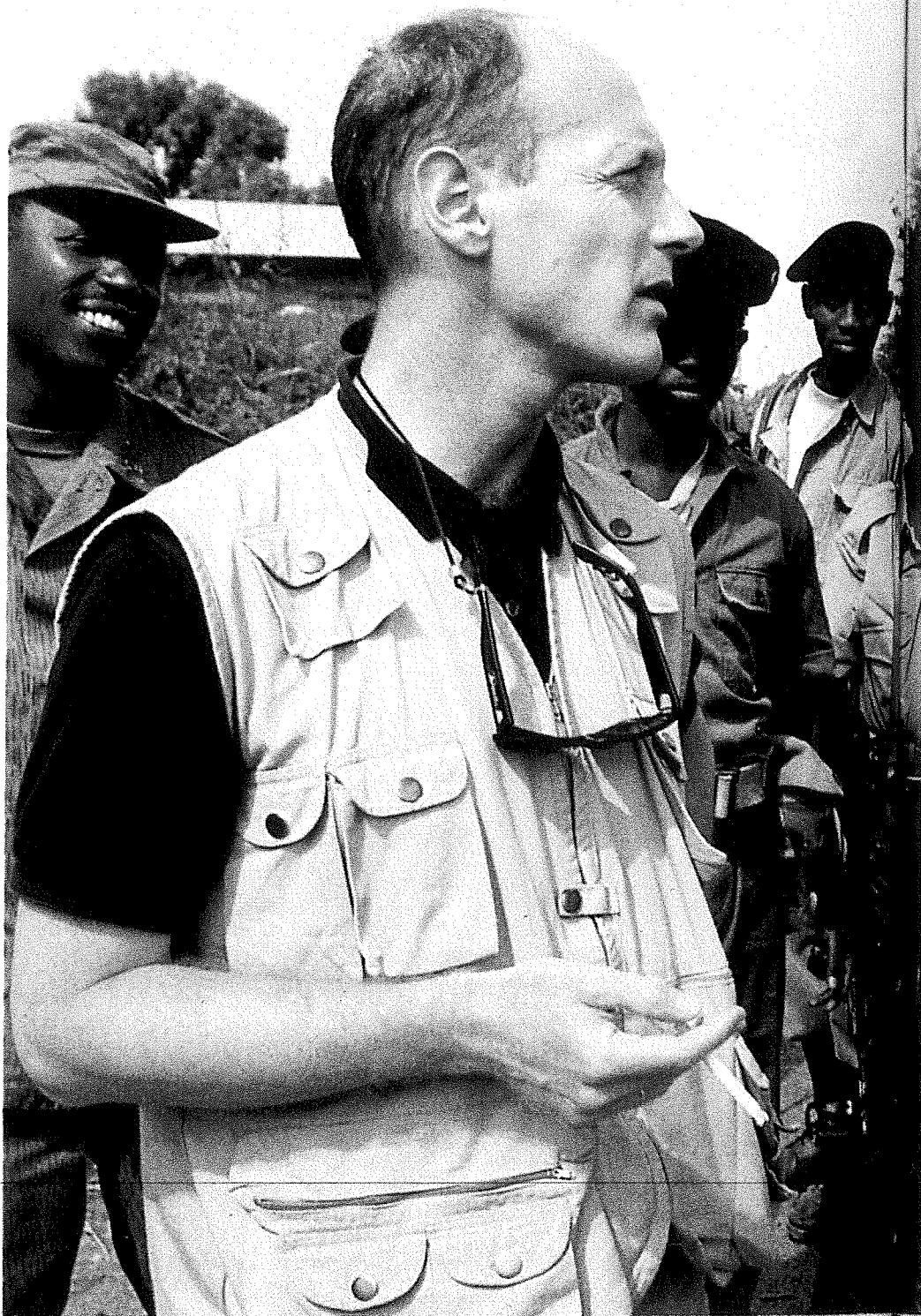
Mais il a un grand mérite aux yeux de 90 % de la population rwandaise : comme eux, Habyarimana est un Hutu. Il incarne la revanche des paysans sédentaires hutus, d'origine bantoue, sur les pasteurs et guerriers tutsis d'origine nilotique qui, pendant quatre siècles, ont dominé le pays, jusqu'à ce que la décolonisation fasse passer le pouvoir de la haute caste minoritaire – les Tutsis ne forment que 10 % de la population rwandaise – à la basse caste majoritaire.

C'est pourquoi ce soir du 6 avril, chacun est saisi d'angoisse à Kigali car chacun a repéré dans l'attentat contre le président Habyarimana la mèche allumée courant vers les bâtons de dynamite. L'explosion est quasi immédiate. Dès l'aube, les hommes de la garde présidentielle (GP) se déchafnent. Ils commencent par assassiner leur propre premier ministre, une dame hutue modérée, ancien

RWANDA : UN PIE

L'intervention de la France au Rwanda, du temps des socialistes, a été
Pour lui, le drame rwandais n'est pas seulement un problème huma

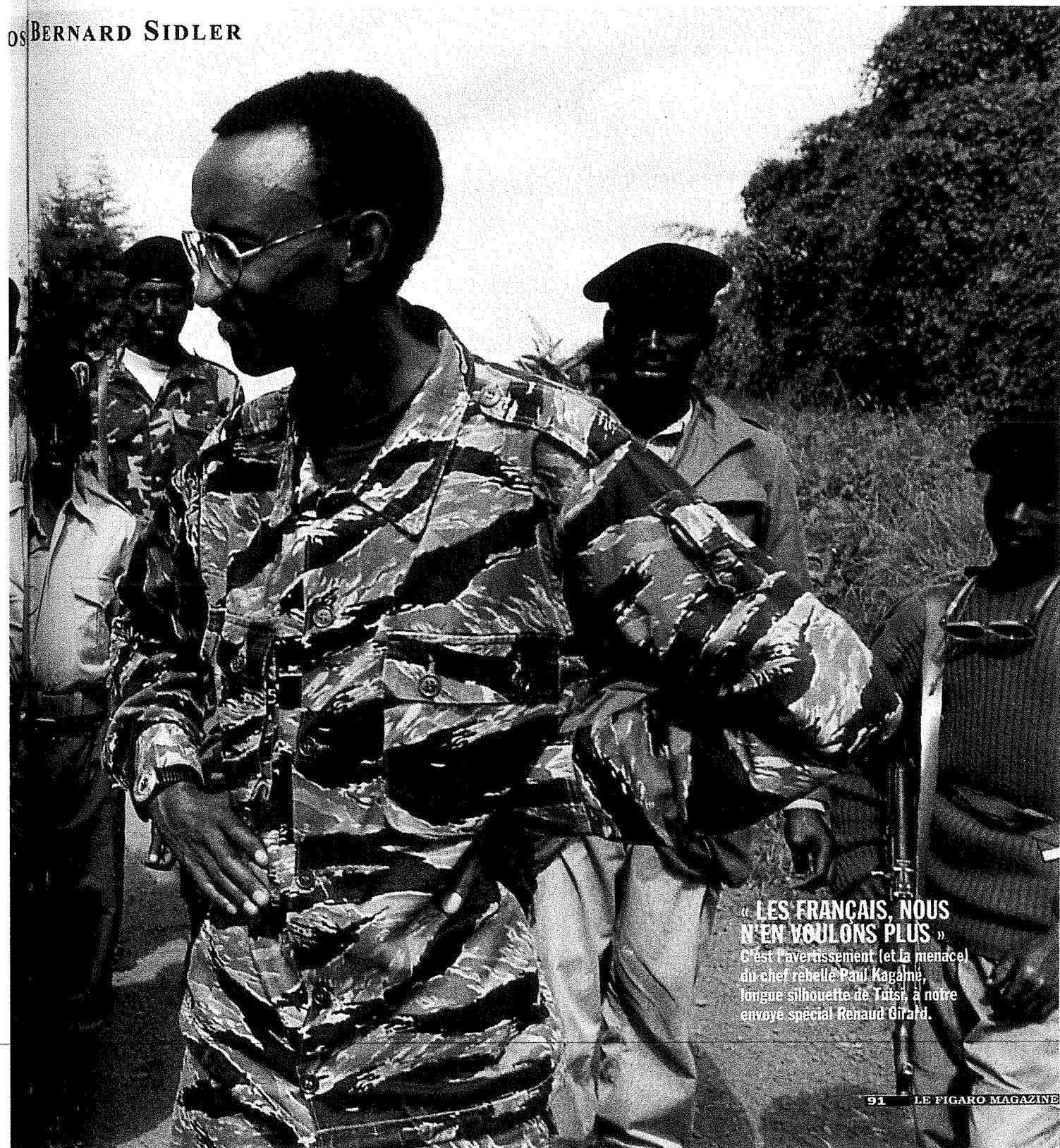
DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL RENAUD GIRARD. PHOTOS



LE GE POUR LA FRANCE ?

...ait cumulé les erreurs. Qui compliquent aujourd'hui la position du gouvernement.
ma nitaire, mais aussi un piège. Comment en est-on arrivé là ? Récit d'un engrenage.

OS BERNARD SIDLER



**« LES FRANÇAIS, NOUS
N'EN VOULONS PLUS »**

C'est l'avertissement (et la menace)
du chef rebelle Paul Kagame,
longue silhouette de Tutsi, à notre
envoyé spécial Renaud Girard.


RWANDA

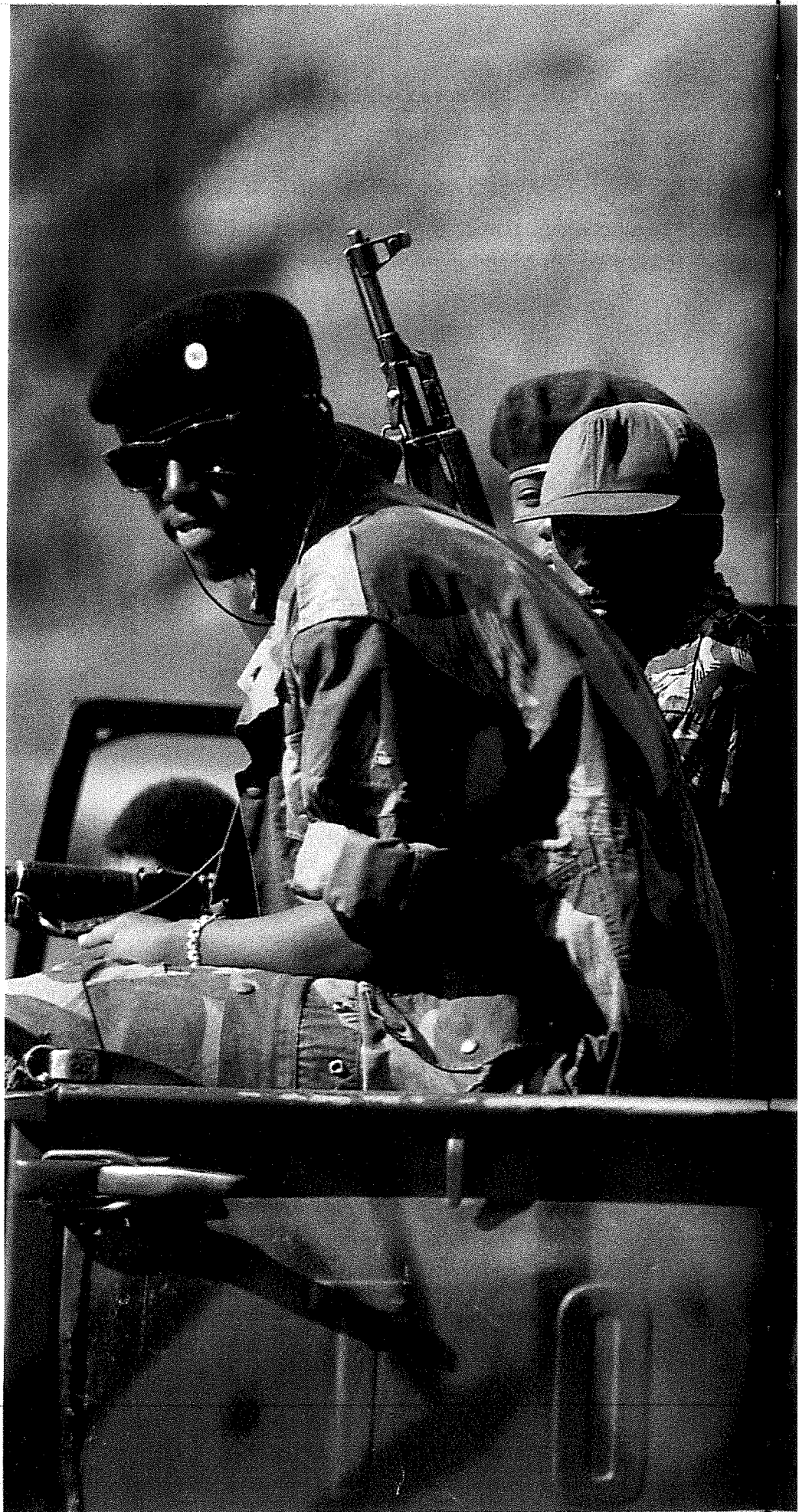
professeur, favorable au dialogue avec le Front patriotique rwandais (FPR), mouvement d'opposition politique armé majoritairement tutsi. Ils assassinent ensuite les dix Casques bleus belges de la Minuar (Mission d'assistance des Nations unies au Rwanda) chez qui elle avait trouvé refuge. La Minuar était arrivée en octobre dernier au Rwanda pour aider à l'application des accords de réconciliation nationale signés à Arusha (Tanzanie) le 4 août 1993.

Ils sont 2 400 Casques bleus, commandés par un énergique Canadien, le général Dallaire. Mais l'ONU a particulièrement mal choisi les contingents : il y a un régiment de Bangladeshis, davantage motivés par leur solde en dollars que par l'Afrique, et un bataillon de parachutistes belges, dont l'action est d'emblée paralysée par l'hostilité des Hutus envers l'ancien pouvoir colonial accusé d'avoir de son temps pris parti pour les Tutsis. Les Casques bleus se montrent incapables d'arrêter les massacres qui, d'heure en heure, prennent une ampleur sans précédent. La garde présidentielle exécute systématiquement toute l'élite politique et intellectuelle tutsie, ainsi que les Hutus favorables au dialogue avec le FPR.

A Kigali, la méthode d'Oradour- sur-Glane

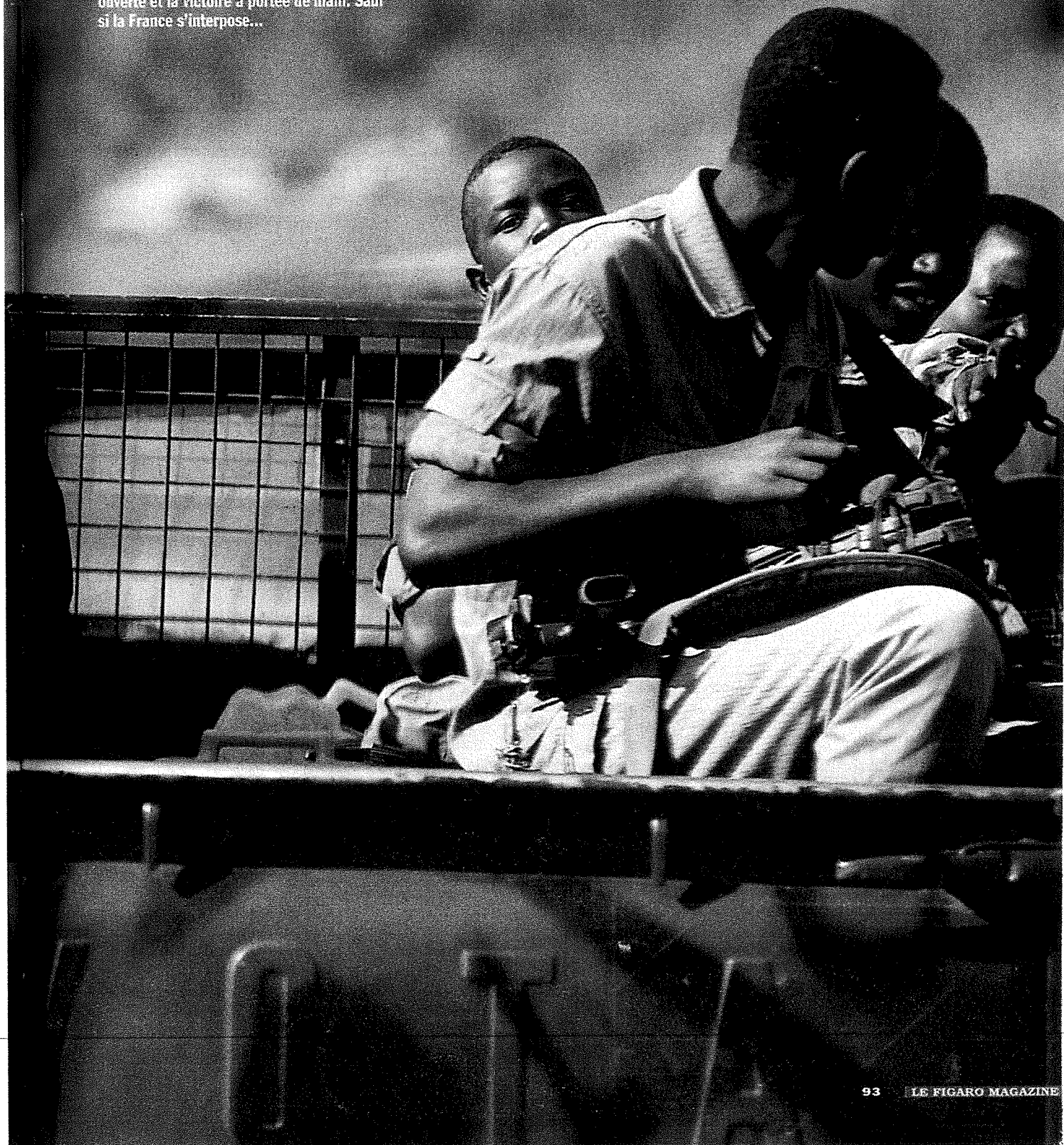
La guérilla, jusqu'alors cantonnée dans le nord du pays en vertu des accords d'Arusha, se dirige à grands pas vers la capitale. A l'appel d'une radio de propagande pro-gouvernementale, les miliciens extrémistes hutus d'Interahamwe (littéralement « *attaquons tous ensemble !* »), naguère armés et entraînés par la GP, prennent le relais de leurs instructeurs.

Le 12 avril, les guérilleros du FPR pénètrent dans les faubourgs nord et est de Kigali, bientôt encerclés. Les massacres s'étendent aux campagnes. La méthode privilégiée des miliciens est celle d'Oradour-sur-Glane : on enferme tous les Tutsis dans une église arrosée d'essence puis on y met le feu à la grenade. La volonté génocidaire des miliciens se révèle : les bébés, les enfants et les femmes sont tués comme les hommes. 



Sur la route de Kigali, les Tutsis se préparent pour l'assaut final

Pour ces guerilleros qui contrôlent déjà les deux tiers du Rwanda, la route de Kigali est ouverte et la victoire à portée de main. Sauf si la France s'interpose...



RWANDA

Que fait l'ONU ? Le 21 avril le Conseil de sécurité réduit de 2 400 à 300 le nombre des Casques bleus... Et le 1^{er} mai, il refuse à Boutros Boutros-Ghali les soldats supplémentaires que réclame le secrétaire général. Pourtant, le CICR (Comité international de la Croix-Rouge, seule organisation humanitaire à avoir eu le courage de rester sur place), parle déjà de plus de deux cent mille morts, de quatre cent mille réfugiés, d'un million et demi de déplacés.

Et la France, dans cette affaire, où est-elle ? N'est-elle pas la dernière superpuissance en Afrique depuis que les Etats-Unis, dégoûtés par leur aventure somalienne, se sont promis de ne plus mettre les pieds sur le continent noir ? Le 9 avril au matin, les Bérêts rouges, venus de Centrafrique en Transall, se déploient sans heurts dans Kigali, avec pour mission d'évacuer les Français dans un premier temps, et les autres Européens dans un second temps. Opération parfaitement réussie.

Des armes françaises pour les extrémistes

Le 12 avril, tous les expatriés ont été évacués ou placés en lieu sûr. Les massacres de Tutsis ont beau prendre de l'ampleur, Paris rappelle ses 450 soldats et le 14 avril au soir, le dernier Bêret rouge, le lieutenant-colonel Maurin, ancien numéro deux de la coopération militaire française, décolle de Kigali, dans un feu d'artifice de leurs antimissiles lancés par son gros porteur Hercules.

C'est alors qu'on se souvient que la France a entretenu une importante coopération militaire au Rwanda – jusqu'à 700 hommes – de 1990 jusqu'aux accords d'Arusha, lesquels prévoyaient le remplacement des militaires français par des Casques bleus. On s'en souvient parce que les représentants du FPR à l'étranger répètent à l'envi que la France est en partie responsable du génocide en cours. Lorsque le 12 mai dernier nous le rencontrons pour la première fois, dans son QG de Mulindi (nord du Rwanda), Paul Kagamé, le chef militaire du FPR, nous l'explique :

– Vous avez armé et entraîné la



LES DERNIERS DÉFENSEURS DE KIGALI

L'état-major des forces armées rwandaises. Abandonnées par le gouvernement qui a fui la ville, elles résistent désespérément à l'offensive tutsie.



CES CASQUES BLEUS : DES GHANÉENS

Les contingents belge et bangladaïsi sont partis dès le début des massacres. Quant aux Français, ils sont venus juste le temps d'évacuer nos ressortissants.

garde présidentielle ; vous avez accepté que la GP arme et entraîne devant vous les milices extrémistes hutues ; vous n'avez pas exigé du président Habyarimana l'abandon des cartes d'identité ethniques ; vous portez donc une lourde part de responsabilité dans le génocide en cours.

En fait, le fier Tutsi Kagamé porte en travers de la gorge le sauvetage par la France des forces armées rwandaises (FAR) en octobre 1990, à l'époque où une colonne de 1 500 guérilleros du FPR recrutés parmi les réfugiés rwandais en Ouganda (victimes ou enfants des victimes des récurrentes persécutions anti-

tutsies depuis 1962), était en passe de prendre Kigali.

Mais qu'est donc allée faire la France dans cette galère du Rwanda, petit pays enclavé qui n'a pas le moindre intérêt stratégique, ancienne colonie allemande puis belge avec laquelle nous n'avons aucun lien historique ? Par quelle lubie a-t-on voulu, en 1990, revenir cent ans plus tôt, époque où la France cherchait à implanter partout en Afrique son infanterie coloniale, dans un jeu de rivalité avec les autres puissances européennes ? Les bonnes raisons ne manquent bien sûr pas. Le président Habyarimana, qui avait assisté à la fameuse

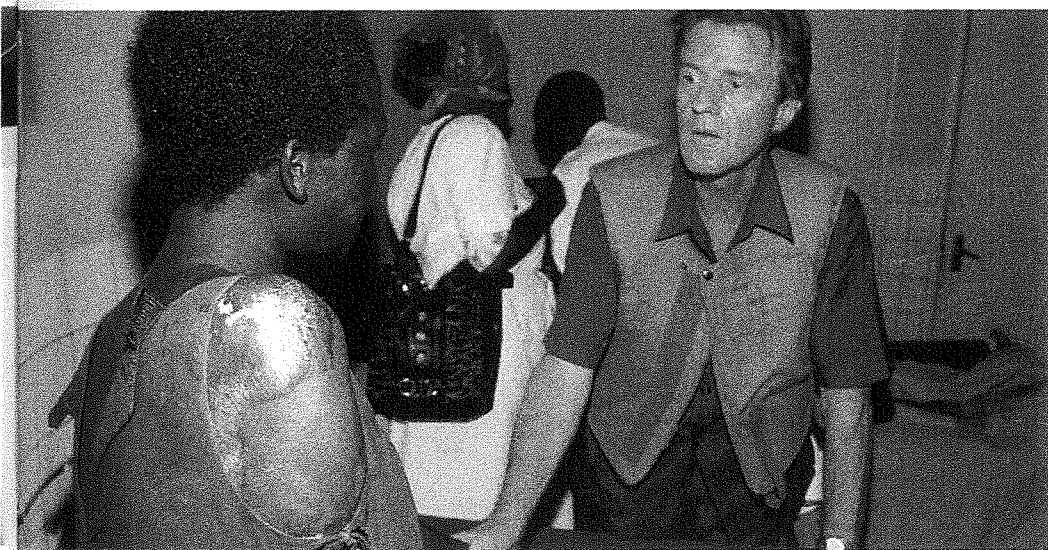
conférence franco-africaine de La Baule (juin 90) – où François Mitterrand avait prêché la démocratie et le multipartisme en Afrique – avait personnellement appelé au secours le président français.

Tout cela est bel et bon sur le plan des principes. Rien à redire, sinon que l'on ignorait que la France fût devenue subitement, trente ans après la décolonisation, sans le moindre débat au Parlement, le gendarme de l'Afrique. Que la France aille jouer au gendarme à N'Djamena (1984) ou à Lomé (1986) passe encore : le Tchad et le Togo sont nos anciennes colonies, nous avons un



LES MASSACREURS ENTOURENT L'ÉGLISE

Dans le complexe paroissial de la Sainte-Famille, il resterait encore des réfugiés tutsis vivants. Pour combien de temps ? Tout autour, des Hutus ivres de carnages...



PREMIÈRE MISSION HUMANITAIRE

Bernard Kouchner a obtenu le droit de passage pour quelques rescapés tutsis de Kigali. Pour les autres, et notamment les orphelins, que donnera l'intervention française ?

devoir moral à leur endroit. Mais pourquoi diable le Rwanda ? Suffit-il d'avoir assisté à la conférence de La Baule et de s'y être montré bon élève pour avoir droit à un soutien militaire français ?

Au début de 1993, on comprend enfin à l'Élysée – où Jean-Christophe Mitterrand a déjà laissé le fauteuil de conseiller aux affaires africaines, jadis occupé par Jacques Foccart, au diplomate professionnel Bruno Delaye – que la France s'est mise dans un guépier et qu'il faut l'en retirer au plus vite. Paris appuie à fond les négociations de réconciliation nationale et obtient à l'arraché du Conseil de sécurité

l'envoi de Casques bleus sur le terrain pour remplacer les soldats français. En septembre 1993, lorsqu'il reçoit une lettre du président du FPR le remerciant pour son rôle dans les négociations d'Arusha, François Mitterrand doit penser que l'épine rwandaise est définitivement retirée du pied de la France.

Hélas, Paris est très bientôt rattrapé par son passé : les événements d'octobre 1993 au Burundi entraînent au Rwanda la stagnation du processus de paix d'Arusha ; et le 7 avril, c'est avec des armes françaises que la GP se met à massacrer les Tutsis.

Pendant dix semaines, comme tétanisée, la France ne bouge plus

sur le dossier rwandais. La seule initiative est individuelle : celle de Bernard Kouchner qui, le 12 mai, se faufile par la route du nord à Kigali pour tenter d'aider le général Dallaire à ouvrir un corridor humanitaire (son premier succès sera l'évacuation des réfugiés tutsis rescapés qui s'entassaient à l'hôtel des Mille Collines).

Soudain, le 15 juin, Alain Juppé annonce une intervention militaire française « pour faire cesser les massacres et respecter le cessez-le-feu ». Perplexité des observateurs de la scène africaine : depuis quand annonce-t-on à l'avance une opération armée ?

Le 16 juin, Paul Kagamé nous exprime à Byumba (la grande préfecture du nord du Rwanda) son opposition à tout retour des soldats français :

– La France ferait bien d'attendre qu'on l'invite pour revenir ici.

Le 18 juin, le président de la République confirme le principe de l'intervention qui entre-temps s'assortit de toute une série de conditions restrictives – missions exclusivement humanitaires, acceptation de l'ONU, présence de partenaires européens et africains, déploiement aux seules frontières, etc. .

Le 21 juin les cinquante-trois membres de l'OUA (Organisation de l'unité africaine) critiquent comme « dangereuse » l'intervention française, dont les éléments précurseurs se déploient...

Pour la France double risque sur le terrain

En France, l'opinion commence à se poser des questions. Si on voulait intervenir pour faire cesser les massacres, pourquoi ne l'a-t-on pas fait à partir du 9 avril, alors que nos parachutistes étaient présents dans la capitale rwandaise ? Le FPR contrôle plus des deux tiers du territoire : n'est-il pas fondé à redouter que, comme en 1990, la France cherche à lui voler sa victoire ?

Tardive, mal accueillie par le continent noir, l'intervention est également ambiguë. S'il s'agit d'une opération purement humanitaire, pourquoi la confier à des soldats, dont le rôle est de faire la guerre ? Ne risque-t-on pas, en outre, de payer sur le terrain une double méprise des Rwandais : les guérilleros croyant que la France vient les contrer, et les forces armées gouvernementales espérant que Paris compte les sauver ? Ou bien ne s'agit-il que d'une gesticulation sans grand lendemain pour calmer l'opinion publique – avec un axe Mitterrand-Juppé pour et un axe Balladur-Léotard contre ? Si c'est le cas, elle aura au moins eu le mérite de nous rappeler qu'il n'est pas d'opération militaire possible sans secret, sans objectif politique précis, sans ennemi clairement désigné. ●

RENAUD GIRARD